


# Courte réponse à Romaric Godin, la garantie d'emploi et le capitalisme

---

 [blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/230421/courte-reponse-romaric-godin-la-garantie-d-emploi-et-le-capitalisme](https://blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/230421/courte-reponse-romaric-godin-la-garantie-d-emploi-et-le-capitalisme)

Henri Sterdyniak, 23 avril 2021

La réponse de Romaric Godin à mon texte sur sa postface à l'ouvrage de Pavlina Tcherneva : *La Garantie d'emploi* m'incite à poursuivre le débat, d'autant plus que Romaric Godin est sans nul doute le plus intéressant des journalistes économiques français.

Il n'empêche que sa réponse comme sa postface dévient du propos de Pavlina Tcherneva qui voit dans la garantie d'emploi un complément utile au système capitaliste qu'elle vise à améliorer fortement, par le *Green New Deal* mais sans le remettre fondamentalement en cause.

Au contraire, Romaric Godin vise au dépassement du capitalisme, et je pense comme lui, que ce système doit être dépassé, tant en raison des contraintes écologiques que des contradictions nées de la financiarisation, que du fait qu'il soumet l'évolution social et économique de nos sociétés aux exigences de profit d'une infime minorité de possédants. De sorte que je ne me reconnais pas dans la fausse opposition qu'il construit entre le point de vue des *keynésiens classiques* (le mien) et un point de vue anti-capitaliste (le sien). Notre opposition vient du fait que je ne crois pas que la garantie d'emploi puisse se déployer sur une grande échelle, ni qu'elle puisse constituer un outil essentiel pour dépasser le capitalisme.

La garantie d'emploi ne peut être pas au cœur des luttes sociales, ni dans les entreprises privées, ni dans le secteur public, ni même au niveau local. Les salariés veulent de vrais emplois, avec un vrai statut, de vrais droits, de vraies possibilités de carrière et de promotion. Ils ne veulent pas des emplois de seconde zone, au salaire minimum. Les habitants veulent des services publics permanents et de qualité. Je crains que Romaric Godin magnifie le projet de Tcherneva, qui est quand même celui d'un secteur accordéon dont la taille baisserait en période de haute conjoncture, un secteur passerelle qui formerait ses salariés pour qu'ils puissent retrouver un emploi normal dans le secteur privé.

Je ne crois pas que l'emploi garanti assurerait le plein-emploi décent, en offrant des emplois qui ne correspondrait pas aux compétences, formations et niveaux de rémunération des salariés.

Certes, il ne faut pas laisser le capital déterminer l'évolution des besoins. Celle-ci doit être socialement déterminée, en particulier pour des raisons écologiques, mais aussi pour des raisons sociales, ne pas faire vivre les humains en tension perpétuelle en créant en permanence de nouveaux besoins artificiels. Mais, ce combat suppose un contrôle des entreprises, un changement complet de leur gouvernance avec un rôle accru de toutes les

parties prenantes, un bouleversement de leurs objectifs. Et, par ailleurs, le développement des activités non marchandes selon leurs logiques propres, pas comme refuge des personnes chassées du secteur marchand.

Aussi, le combat essentiel se situe au niveau des entreprises. Ce sont elles, publiques ou privées, qui portent la responsabilité de l'évolution de nos sociétés, comme celle de l'emploi, comme de la distribution primaire des revenus ; non pas telles qu'elles sont actuellement, mais celles que les forces progressistes devront progressivement investir. Je ne pense pas que l'on puisse s'épargner ce combat difficile, en créant un nouveau secteur de basse qualité, qui assécherait le capitalisme en attirant les salariés.

Le secteur public a certes besoin d'un renouveau, après le management et l'austérité néolibérale. Il a besoin de retrouver la ferveur du public et la fierté de ses travailleurs. Je ne pense pas que cela passe par l'emploi garanti, où il se verrait ajouter la tâche d'accueillir l'ensemble des chômeurs. Ce n'est pas son rôle.

Certes, l'histoire est faite par des hommes et des femmes, dans des conditions historiques déterminées, mais il ne faut pas se tromper de stratégie.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.